

Com<u>mune</u> des Avirons

## NOTA:

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le

que la convocation du Conseil a été faite le 20 juin 2017 et que le nombre des membres en exercice étant de 33, le nombre des membres présents est de 23.

Le Maire,



## Extrait N° 12 / du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal

Séance ordinaire du 30 juin 2017

L'an deux mil dix-sept, le 30 juin à dix-sept heures, le Conseil Municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Michel DENNEMONT, Maire.

Présents: M. DENNEMONT Michel – M. MONDON René – Mme BAILLIF Line Rose – M. LESQUELIN Jean Hugues – M. ESCHYLE Gilles – Mme CADAS Isabelle – M. BENARD Alex – Mme MARCHAND Gladys – M. VLODY René – M. RIVIERE Lucien – Mme RIVIERE Suzette – M. PAYET Fabrice – M. FRINGUE Mikaël – Mme BARET Liliane – Mme ABELARD Isabelle – Mme LESQUELIN Nadia – M. RIVIERE Olivier – Mme DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia – Mme HOARAU Annie – M. FORT Paul – Mme CADERBY Colette – Mme SILOTIA Natacha – Mme BRABANT VICTOIRE Fabienne.

<u>Absents</u>: M. FERRERE Frédo – M. CANTINA Pierrot – M. SERMANDE Jean Pierre – M. DENNEMONT Jean Daniel.

<u>Procurations</u>: Mme LUCAS Roseline a donné mandat à Mme ABELARD Isabelle – M. RIVIERE Raphaël a donné mandat à M. RIVIERE Lucien – Mme MEZINO Sylvaine a donné mandat à M. MONDON René – Mme HEBERT Monique a donné mandat à M. Alex BENARD – M. CASSAGNABERE Patrick a donné mandat à Mme BAILLIF Line Rose – Mme JULLIEN Marie Josée a donné mandat à M. VLODY René.

<u>Secrétaire</u>: Le Maire propose la candidature de Madame DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia comme secrétaire de séance. Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia est désignée pour en assurer les fonctions.

- M. le Maire a quitté la salle au moment de la mise aux votes des comptes administratifs.
- M. René MONDON a été désigné président de séance au moment de la mise aux votes de l'affaire n° 3.
- M. le Maire a repris la présidence de la séance à l'affaire n° 9.

& &

## AFFAIRE N° 12 / Travaux de restructuration de l'ex-ARAST

Approbation du plan de financement définitif

Il est rappelé au conseil que la réhabilitation et l'agrandissement des locaux de l'ex-ARAST du centre-ville en pôle administratif comprenant le service urbanisme, l'administration du service technique et le SPANC ont été programmés.

Le dossier de consultation des entreprises est actuellement prêt.

L'aménagement envisagé se propose :

- > De réhabiliter le sous-sol en locaux d'archivages.
- Le niveau 0 serait réaménagé en deux espaces dédiés :
  - o d'une part pour le service urbanisme avec un espace de consultation pour le public et les permanences diverses (CAUE, ADIL...), un espace secrétariat ainsi que les bureaux des instructeurs ;
  - o d'autre part pour le secrétariat du service technique;
- Le niveau 1 serait affecté à la direction du service technique plus les espaces de réunion.

La dévolution des travaux est prévue en procédure adaptée avec une décomposition en trois lots.

Le coût de l'opération est estimé à : 519 288,17 euros HT.

Aux fins de boucler le plan de financement de l'opération, le Maire a sollicité les services de l'Etat au titre de la DETR 2017 ainsi que la Région Réunion.

Le plan de financement correspondant se présente comme suit :

Coût de l'opération		563 427,66 TTC
Financement		
Etat DETR 2017	60 %	311 572,90
Région réunion	30 %	155 786,45
Commune	10 %	51 928,82
TVA à charge communale		44 139,49

Le conseil est invité à :

- Adopter le plan de financement tel que présenté ;
- A autoriser le Maire ou en son absence, le premier adjoint à signer tout document nécessaire à l'obtention des fonds correspondants.

Inviter à se prononcer, le Conseil Municipal, à la majorité absolue (<u>1 abstention</u>: Mme BRABANT VICTOIRE Fabienne):

- > Adopte le plan de financement tel que présenté;
- Autorise le Maire ou en son absence, le premier adjoint à signer tout document nécessaire à l'obtention des fonds correspondants.

Et les membres ont signé.

Pour expédition conforme,

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'appearant de la ribunal administratif de La Réunion (Tribunal administratif de l'acception ; 22 pu faire de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.